

Juan Esteban Orduz,

Président-Directeur général de la Fédération colombienne du café

Quand, dans le monde, des gens boivent une tasse de café, que pensent-ils ? Certains considèrent qu'il s'agit d'un démarrage à chaud de la journée ; d'autres, de la manière habituelle de bien terminer un repas ; peut-être aussi d'une source d'énergie au cours d'une journée laborieuse, ou d'un moyen de se rapprocher de ses amis et de sa famille. Certains pensent à leur café comme un art ; d'autres se croient experts et certains le sont vraiment.



Mais combien sommes-nous à déguster notre tasse de café et à penser aux hommes et aux femmes qui consacrent leur vie à la culture des grains nécessaires à cette délicieuse boisson ? Combien sommes-nous à comprendre les défis auxquels nos producteurs de café sont confrontés ? Dans le monde, plus de 125 millions de personnes gagnent leur vie, directement ou indirectement, grâce à cette industrie. Le café est cultivé dans plus de 50 pays en développement où les communautés doivent faire face au sous-développement, à la pauvreté et au manque d'accès aux ressources financières.

Face à ces problèmes, comment les planteurs peuvent-ils améliorer leurs moyens de subsistance, améliorer la qualité de leur café ou trouver de nouveaux marchés pour leurs récoltes ?

C'est précisément ce dont traitera le quatrième Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café, "Comblar le fossé entre les exploitants et le financement", qui se tiendra à Londres le 23 septembre 2014 et rassemblera des représentants des pays producteurs et consommateurs ainsi que 22 organisations, y compris des institutions financières et de crédit, des fondations et des organismes gouvernementaux de développement. Le quatrième Forum réunira pour la première fois un grand nombre des acteurs concernés du monde du café pour identifier les besoins réels des communautés productrices de café dans les différents pays producteurs et, de manière efficace, comprendre comment ils peuvent travailler ensemble pour identifier, élaborer et mettre en œuvre des projets de mise en valeur, l'OIC jouant le rôle de facilitateur.

Robério Oliveira Silva,

Directeur exécutif, Organisation internationale du Café

Bienvenue au quatrième Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café. Au cours des trois précédentes réunions du Forum, nous avons couvert des sujets comme la gestion des risques agricoles et les avantages du regroupement. Dans cette quatrième rencontre, l'OIC a choisi de rassembler des représentants des pays producteurs de café et des organismes de financement du monde entier pour engager un débat et susciter la coopération. Notre objectif principal est d'examiner les défis auxquels sont confrontés nos producteurs de café et d'élaborer des plans pour faire face, ensemble, à ces questions.



L'industrie du café traverse une période de changements imprévisibles. Pour les planteurs qui dépendent de leurs récoltes pour survivre, cette imprévisibilité peut menacer leur capacité à gérer leurs plantations, à envoyer leurs enfants à l'école et à mettre de la nourriture sur la table.

Il y a 10 ans, nous avons assisté à l'une des crises les plus graves de l'histoire du café, les prix étaient à leur plus bas niveau depuis des décennies. Aujourd'hui, le panorama a changé radicalement. Au lieu d'un excédent de l'offre sur la demande, nous nous dirigeons vers un déficit de l'offre mondiale ; il est donc impératif que les pays producteurs et les pays consommateurs de café ne perdent pas de vue la nécessité d'un équilibre global mais nous devons garder à l'esprit que le marché libre est intrinsèquement instable.

La volatilité récurrente du marché continue d'être un facteur de déstabilisation qui rend difficile la planification financière et la gestion des risques pour les planteurs. Mais il y a de l'espoir - et il est de notre responsabilité, en tant que représentants des producteurs, de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour améliorer leur accès aux outils dont ils ont besoin pour gérer des entreprises agricoles productives.

Au nom de nos Membres et de notre personnel, je tiens à remercier les représentants des différentes institutions bilatérales, multilatérales, privées et publiques qui sont venus à Londres pour y rencontrer les délégués de nos pays producteurs de café. Je suis convaincu que les conversations que nous aurons à ce quatrième Forum vont nous permettre de combler le fossé entre les exploitants et le financement.

Mardi 23 septembre (9h00 – 18h00)

Salle du Conseil, siège de l'OIC, 22 Berners Street, Londres

- 8h30 – 9h00 **Inscription et café**
- 9h00 – 9h10 **Allocutions de bienvenue et d'ouverture :**
Organisation internationale du Café : Robério Oliveira Silva, Directeur exécutif
Président du Forum consultatif : Juan Esteban Orduz, Président (Fédération nationale des caféiculteurs de Colombie)
- 9h10 – 9h25 **Aperçu**
Organisation internationale du Café : Mauricio Galindo, Chef des opérations
- 9h25 – 09h40 **Présentation du rapport conjoint Banque mondiale/OIC sur le risque et le financement :**
Banque mondiale : Roy Parizat, Économiste principal, Équipe de financement de l'agriculture et de gestion des risques
- 09h40 – 11h00 **Présentations par des représentants d'institutions multilatérales :**
Aide aux producteurs de café, y compris exemples de ce qui a fonctionné et de ce qui n'a pas fonctionné, de l'accès au financement et de la disponibilité de l'aide pour les différentes parties prenantes (gouvernements, secteur privé et autres)
- [Groupe de la Banque mondiale](#) – **présentation des activités de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (IFC) dans les secteurs public et privé des pays producteurs de café :**
 - **IFC :** Panos Varangis, Chef, Conseil en financement des PME
 - **Banque mondiale :** Mona Sur, Économiste principale en agriculture
 - [Banque africaine de développement](#) : Aly Abou-Sabaa, Vice-président, Opérations II, Opérations du secteur
 - [Banque asiatique de développement](#) : Naomi Chakwin, Directrice générale résidente, Bureau européen, Francfort
 - [Fonds commun pour les produits de base](#) : Parvinder Singh, Directeur général par intérim
 - [Banque interaméricaine de développement](#) : Ricardo Vargas del Valle, Spécialiste principal
- 11h00 – 11h15 **Pause café**
- 11h15 – 12h30 **Table ronde avec les représentants des institutions bilatérales :**
Comment les gouvernements, le secteur privé et les autres peuvent-ils dialoguer avec les organismes bilatéraux pour faciliter une assistance financière et technique aux activités du secteur du café qui réponde aux besoins des producteurs ?
- Facilitateur :** Président du Forum consultatif, Juan Esteban Orduz
- [Agence espagnole de coopération internationale pour le développement \(AECID\) \(Espagne\)](#): Carles Puigmartí Borrell, Administrateur de programme, Bureau de coopération technique
 - [CBI \(Pays-Bas\)](#) : Femke de Jong, Directrice de l'équipe de programme Amérique latine
 - [CBI \(Pays-Bas\)](#) : Renée Boelaars, Chef d'équipe, Amérique latine
 - [DEG \(Allemagne\)](#) : Ian Lachmund, Directeur de projet, Partenariat café pour la Tanzanie

- [FMO \(Pays-Bas\)](#) : Anton Timpers, Responsable principal des investissements, Agroindustrie
- [GIZ \(Allemagne\)](#) : Eberhard Krain, Conseiller, Durabilité et normes des chaînes de valeur agricoles
- [Istituto Agronomico per l'Oltremare \(IAO\) – Coopération italienne, Ministère des affaires étrangères \(Italie\)](#) : Massimo Battaglia, Responsable de programme, Projets café en Amérique centrale
- [Istituto Italo-Latino Americano \(IILA\) \(Italie\)](#) : José Luis Rhi-Sausi, Secrétaire socioéconomique
- [USAID \(États-Unis\)](#) : Curt Reintsma, Spécialiste du partenariat, Bureau pour la sécurité alimentaire

12h30 – 13h00 **Discussion et questions avec tous les participants**

13h00 – 14h30 **Déjeuner**

14h30 – 15h45 **Table ronde : Financement social et durable :**

Comment les gouvernements peuvent-ils travailler avec les prêteurs sociaux et durables pour faciliter le développement du financement ? Comment les exportateurs et les négociants du secteur privé peuvent-ils collaborer avec les prêteurs sociaux pour faciliter le financement de leurs partenaires producteurs ? Comment les organisations de producteurs peuvent-elles accéder directement aux services de ces prêteurs ?

Facilitateur : [Fondation Progresso](#) : Ángel Mario Martínez García, Directeur exécutif

- [IDH](#) : Ted van der Put, Directeur de programme
- [Fondation Neumann](#) : Pablo García Camacho, Administrateur
- [Fonds rural Rabobank](#) : Peter Veening, Directeur des investissements
- [ResponsAbility Investments AG](#) : Gaëlle Bonnieux, Chef, Financement de la dette agricole
- [Shared Interest](#) : Elisabeth Wilson, Directrice du développement commercial
- [Triodos Investment Management BV](#) : Nelleke Veenstra, Responsable principale des investissements, Financement des échanges commerciaux (à confirmer)
- [FAST](#) : Noemí Pérez, Présidente-Directrice générale (à confirmer)

15h45 – 17h25 **Réunions individuelles et réseautage avec les bailleurs de fonds et les pays producteurs (restreint aux Membres de l'OIC et aux orateurs et membres des groupes du Forum – pas de service d'interprétation)**

17h25 – 17h50 **Discussions des résultats du Forum et des prochaines étapes :** tous les participants

17h50 – 18h00 **Remarques de clôture :** Président du Forum

18h00 – 20h00 **Réception**

Qu'est-ce que le Forum consultatif ?

Le Forum consultatif de l'OIC sur le financement dans le secteur du café a été créé en 2010 pour faciliter les consultations sur des sujets liés à la finance et à la gestion des risques dans le secteur du café, avec un accent particulier sur les petits et moyens producteurs et les communautés locales. Il a pour but de promouvoir la coordination entre les gouvernements nationaux, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, et de favoriser l'échange d'informations et la coordination des activités entre les organismes d'aide au développement et les Membres de l'OIC. Au cours des discussions qui ont précédé la création du Forum, les Membres de l'OIC ont souligné la difficulté des producteurs à trouver un financement, particulièrement à moyen et long termes, essentiellement en raison de la complexité et du coût du financement des petites exploitations agricoles dans les zones rurales.

L'OIC, instance où les pays producteurs et les pays consommateurs se réunissent au niveau gouvernemental, ainsi que sur le plan privé, dispose de l'infrastructure pour permettre le dialogue entre ses Membres et les autres acteurs du secteur du café, concevoir et mettre en œuvre des solutions et des projets qui bénéficieront aux communautés du café à travers le monde.

Quels progrès ont-ils été accomplis ?

Le premier Forum consultatif a eu lieu à Londres en septembre 2011 ; il portait sur la gestion du risque de volatilité du prix du café vert et, en particulier, sur la possibilité de mettre en place une stratégie ou un mécanisme assurant, à peu de frais, aux acheteurs et aux vendeurs une protection contre la volatilité des prix du café. Il est apparu clairement au cours de ce Forum que les instruments les plus efficaces contre la volatilité des prix (par exemple, la couverture sur les marchés à terme) ne sont réellement disponibles qu'aux gros producteurs. En outre, de nouvelles menaces, comme le changement climatique, touchent de plus en plus la chaîne de valeur du café et nécessiteront un financement. Le deuxième Forum a fait fond sur ces sujets en examinant le rôle que les associations de producteurs, les gouvernements et les autres acteurs du secteur du café pourraient jouer pour rendre ces outils de gestion des risques et de financement plus accessibles aux petits et moyens producteurs.

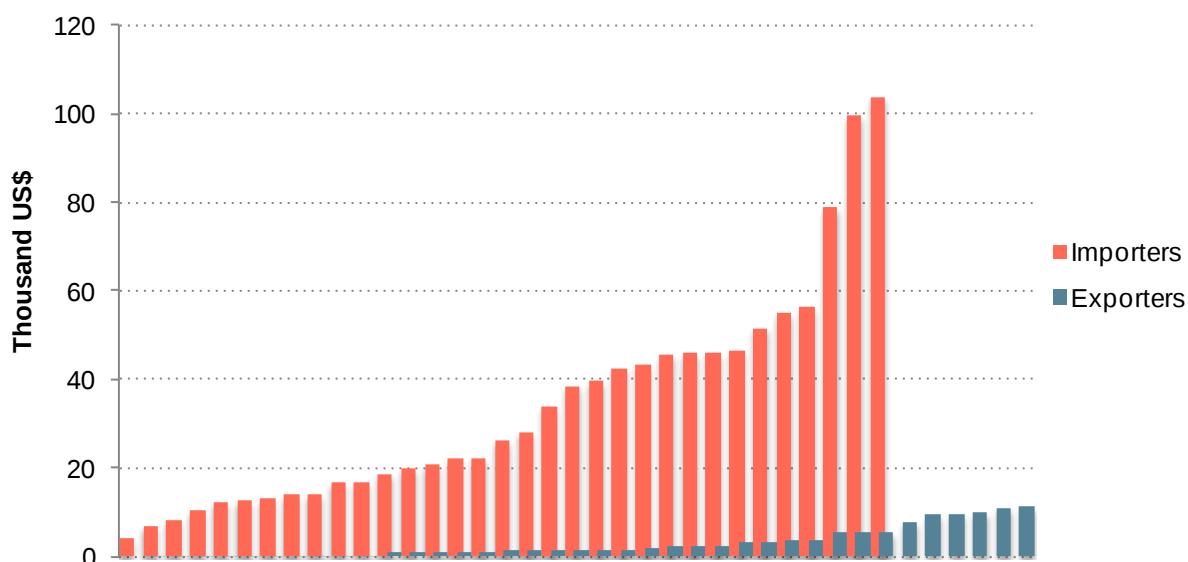
En septembre 2013, à Belo Horizonte (Brésil), le troisième Forum consultatif s'est concentré sur la question spécifique du regroupement et comment les organisations d'exploitants peuvent faciliter l'accès au financement. Lors de cette rencontre, il est devenu clair que les possibilités associées au regroupement des exploitants, comme les économies d'échelle et l'accès au crédit, ne se matérialisent pas toujours. Bien qu'il existe des forces motrices qui facilitent la création d'un environnement favorable, comme les incitations du marché, les

exemples de coopératives couronnées de succès et les compétences en matière de gestion et de leadership, certaines forces d'opposition créent des obstacles ; il s'agit de l'insuffisance de la participation des femmes, du manque d'éducation sur les coopératives, de l'insuffisance du cadre juridique et de la corruption, et de l'aversion au risque.

Pourquoi le secteur du café a-t-il besoin de financement ?

Le quatrième Forum doit examiner la situation mondiale des producteurs de café de façon plus générale et envisager directement des plans concrets pour se concentrer sur la lutte contre la pauvreté dans les communautés du café. Le café est encore produit principalement dans les pays en développement et en grande partie consommé dans les économies avancées. Cela est clairement illustré par les revenus par habitant respectifs dans les pays Membres de l'OIC, où il existe une nette disparité entre les Membres exportateurs et les Membres importateurs.

Graph 1: Per capita income of ICO Members



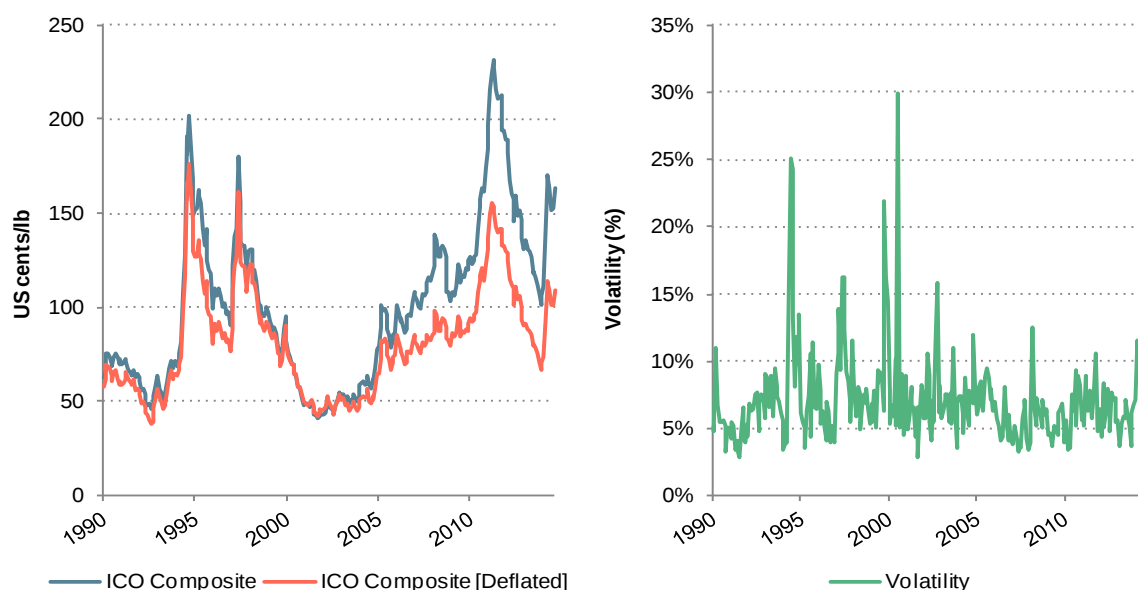
© 2014 International Coffee Organization (www.ico.org)

En outre, dans de nombreux pays exportateurs, le café représente une part importante du PIB national, avec plus de 50% des recettes d'exportation au Burundi et à Timor-Leste. Pourtant, dans ces pays, la productivité est souvent bien inférieure à la moyenne, avec des rendements au Burundi estimés à environ 300 kg/ha, contre environ 1400 kg/ha au Brésil. Une série d'études menées en 2010 par *USAID COMPETE* sur la chaîne de valeur du café en Afrique orientale identifiait l'augmentation de la productivité comme le moyen le plus efficace de stimuler les revenus des exploitants. Cependant, l'augmentation de la productivité s'accompagne d'un coût d'entrée et les exploitants ont besoin d'accéder à des facilités de financement pour couvrir ce coût.

On sait depuis longtemps que, pour un certain nombre de raisons, les producteurs de café ont du mal à accéder aux instruments financiers formels. Souvent, les petits exploitants n'ont pas les garanties nécessaires et ne remplissent pas les conditions préalables exigées par les institutions financières formelles avant de fournir un crédit. Les montants en cause sont souvent très faibles mais ont un coût associé élevé pour l'institution financière, ce qui conduit soit à des remboursements d'intérêts prohibitifs, soit tout simplement à la suppression de la facilité de crédit. En outre, la situation géographique rurale et dispersée de nombreux producteurs de café rend plus difficile les relations avec les institutions financières, compte tenu en particulier du sous-développement des secteurs financiers de certains pays. En conséquence, la disponibilité du financement dans le secteur du café est souvent nulle ou insuffisante.

Et pourtant, la nécessité d'accéder aux instruments de gestion du risque n'a jamais été aussi grande. En 1989, le marché mondial du café est passé d'un régime réglementé de quotas à un système de marché libre. Depuis 25 ans que les clauses économiques de l'Accord international sur le café ont été abolies, les prix du café ont beaucoup fluctué, d'un plancher de 41,17 cents EU la livre en septembre 2001 à plus de 230 cents en avril 2011. La volatilité des prix a également été importante au cours des 25 dernières années, avec des niveaux mensuels atteignant un sommet de 29,9% en juillet 2000, et plus de 10% pendant quatre mois consécutifs en 2014.

Graph 2: Monthly prices and volatility of the ICO composite indicator



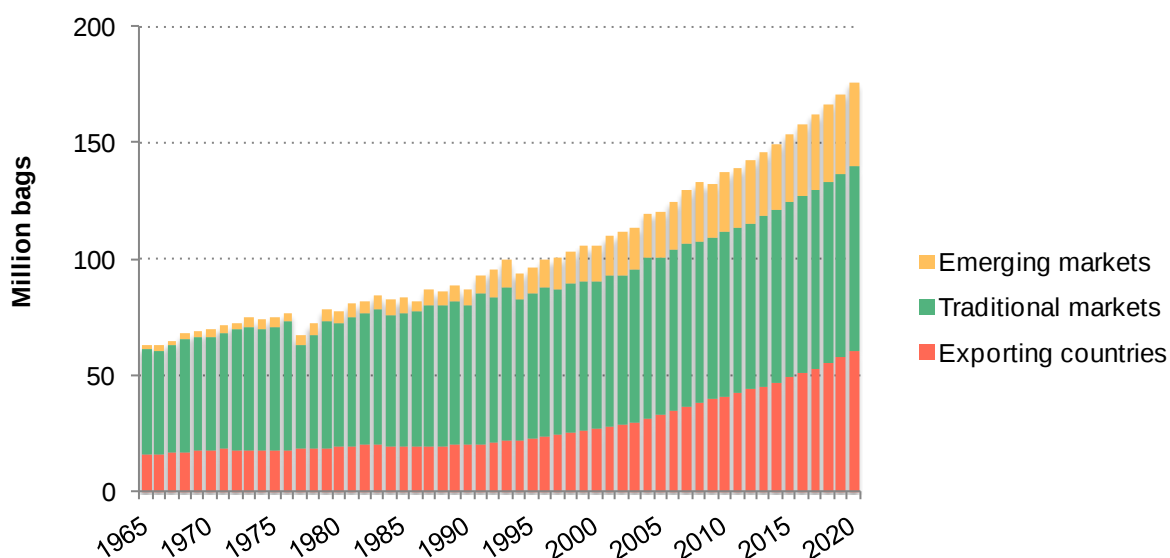
© 2014 International Coffee Organization (www.ico.org)

Dans les années 1990, de nombreux pays exportateurs ont engagé des programmes nationaux de libéralisation qui se sont généralement traduits par le démantèlement des institutions nationales du café, comme les caisses nationales de stabilisation, et, souvent, par l'accroissement de l'exposition des exploitants à la volatilité des prix internationaux, même si la part du prix à l'exportation versée aux producteurs augmentait. Il est clair qu'il existe un besoin et une forte demande des exploitants à accéder aux instruments de gestion financière et des risques, mais leur disponibilité est souvent limitée.

En tout état de cause, le décalage entre la demande et l'octroi de financement ne se rencontre pas uniquement dans le secteur du café. Dans les chaînes de valeur agricoles, d'une manière générale, le manque de disponibilité de financement, en particulier pour les petits exploitants, est un fait reconnu. Dans un rapport de 2012, Dalberg estimait que la demande mondiale de financement des petites exploitations agricoles était d'environ 450 milliards de dollars et en grande partie non satisfaite. Le principal obstacle à l'accès aux opportunités importantes de la chaîne de valeur agricole était donné comme le besoin non satisfait d'un financement formel de la chaîne de valeur. Dans le marché du café plus précisément, la demande de financement a été estimée à environ 1,7 milliard de dollars, dont quelque 170 millions (10%) ont été fournis.

Cette question prend une importance croissante pour deux raisons. Il est moralement impératif de considérer le bien-être des producteurs de café, de veiller à ce que les fournisseurs de l'une des boissons préférées du monde perçoivent un prix rémunérateur et proportionné. Il est également nécessaire de garantir l'approvisionnement durable et régulier du marché. Dans un proche avenir, il est probable que la production de café devra faire face à des perturbations croissantes dues à des menaces comme le changement climatique, les phénomènes météorologiques défavorables et les épidémies de ravageurs et de maladies. Pourtant, la demande de café devrait continuer d'augmenter de façon linéaire cohérente, en particulier au fur et à mesure que la population mondiale augmentera. Une estimation approximative des perspectives de la consommation de café suggère que la demande mondiale pourrait atteindre 175 millions de sacs en 2020, ce qui nécessiterait un supplément de 30 millions de sacs par rapport aux niveaux annuels de production actuels (voir le graphique).

Graph 3: World consumption outlook (1965 - 2020)



© 2014 International Coffee Organization (www.ico.org)

Les terres disponibles pour la production de café étant également sous pression (urbanisation, concurrence d'autres cultures et changement climatique), la façon la plus réaliste de satisfaire la demande prévue est d'augmenter la productivité. Dans de

nombreuses régions du monde, en particulier dans les pays les plus pauvres, les rendements sont bien inférieurs à leur potentiel et les possibilités d'amélioration sont réelles. Bien qu'ils soient à portée de main, les fruits n'ont pas encore été récoltés. Mais pour que cette possibilité se concrétise, les investissements nécessaires doivent être financés, du coût des intrants aux services de vulgarisation. Les petits exploitants sont un élément essentiel d'une chaîne d'approvisionnement du café durable, et ce fait doit être reconnu.

Conclusions

Il est à la fois nécessaire et possible d'augmenter de manière significative l'offre de financement dans le secteur du café, mais comment cet objectif peut-il être atteint ? Les récentes initiatives qui encouragent une collaboration préconcurrentielle avec un large éventail de parties prenantes, comme le Programme sur le café durable de l'IDH, ont un grand potentiel. C'est dans cet esprit que le quatrième Forum consultatif de l'OIC incite les acteurs de nombreux secteurs (institutions financières multilatérales, organismes nationaux de développement et prêteurs sociaux) à encourager la collaboration et à mieux informer tous les participants sur l'environnement actuel et à veiller à ce que les initiatives financières disponibles répondent aux besoins spécifiques des producteurs de café. Cela peut se faire en réunissant toutes les parties prenantes autour d'une table de sorte que les pays producteurs et les organismes financiers puissent apprendre les uns les autres sur leurs propres besoins et priorités. Il est à espérer que, grâce à ce Forum, nous pourrions engager des actions pratiques et obtenir des résultats concrets, par exemple des projets communautaires de financement dans les pays producteurs, de façon à améliorer les moyens de subsistance des producteurs de café du monde entier.